

## Ville de LAMBALLE-ARMOR

### REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 SEPTEMBRE 2022

#### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-six septembre, à 18H30, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique à l'espace Lamballe Terre & Mer, 41 rue Saint-Martin à Lamballe-Armor, sous la présidence de M. Philippe HERCOUËT, Maire de la commune de Lamballe-Armor.

*Date de l'envoi de la convocation : 20 septembre 2022.*

#### **PRESENTS :**

BENOIT Jean-François, BOUZID Nathalie, BREXEL Pierrick, BRIENS Pierrick, BURLOT David, de SALLIER DUPIN Stéphane, FORTIN Céline, GAUVRIT Thierry, GOASTER Samy, GOUEZIN Alain, GRIMAUT David, GUYMARD Jean-Luc, HERCOUET Philippe, JEGU Josianne, LAVENU DE NAVREAN Hélène, LE BOUCHER Colette, LE BOULANGER René, LE GUEN Nadège, LE MAUX Thierry, LE MOIGNE Christine, LEVY Christelle, LINTANF Goulven, M'BAREK Sébastien, MEGRET Yves, MERIAN Caroline, PECHA Virginie, ROYER Thierry, URVOY Laurence, VITEL Fabien

#### **ABSENTS :**

- BERNU Sylvain donne pouvoir à M'BAREK Sébastien,
- CAURET Camille donne pouvoir FORTIN Céline,
- GILLARD Nadine donne pouvoir à LE MOIGNE Christine,
- L'HEVEDER Jérôme donne pouvoir à LEVY Christelle,
- RICHEUX Laëtitia donne pouvoir à LINTANF Goulven,
- ARTHEMISE Fabienne

**SECRETAIRE DE SEANCE :** LE MAUX Thierry

#### **Délibération n°2022-090**

Membres en exercice : 35 – Présents : 29 - Absents : 6 – Pouvoirs : 5

**RESSOURCES HUMAINES**  
**PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE**  
**ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LE RISQUE PREVOYANCE**  
**SOUSCRITE PAR LE CENTRE DE GESTION DES COTES D'ARMOR**

Vu

- Le code général de la fonction publique notamment les articles L.452-42 et L827-1 à L827-12,
- Le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,
- Le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,
- Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,
- La délibération de Lamballe -Armor n°2022-004 du 31 janvier 2022 actant la tenue du débat sur la protection sociale complémentaire et des propositions, dont rejoindre l'appel à candidature lancé

- par le Centre de Gestion des Côtes d'Armor,
- La lettre d'intention de Lamballe-Armor en date du 24 février 2022 de participer à la procédure de consultation engagée par le Centre de Gestion des Côtes d'Armor en vue de la conclusion d'une convention de participation portant sur le risque « Prévoyance »,
  - La délibération du Centre de Gestion des Côtes d'Armor n°2022-16 en date du 25 mars 2022 autorisant le lancement de l'appel public à concurrence en vue de conclure une convention de participation départementale à adhésion facultative des collectivités et des agents – risque prévoyance et autorisant le Président du Centre de Gestion des Côtes d'Armor à signer tous les documents afférents à cette consultation dont la notification de cette consultation et la signature de la convention de participation,
  - La délibération du Centre de Gestion des Côtes d'Armor n°2022-36 du 1<sup>er</sup> juillet 2022 portant acte du choix de l'organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation,
  - La convention de participation signée entre le Centre de Gestion des Côtes d'Armor et TERRITORIA MUTUELLE représenté par ALTERNATIVE COURTAGE en date du 1<sup>er</sup> juillet 2022,
  - L'avis du Comité Technique départemental en date du 20 juin 2022,
  - L'avis du Comité Technique de Lamballe-Armor en date du 15 septembre 2022,

Conformément aux textes sus-visés, le Centre de Gestion des Côtes d'Armor (CdG 22), après en avoir reçu mandat, a lancé une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Prévoyance ». A l'issue de cette procédure, le CdG 22 a souscrit le 1<sup>er</sup> juillet 2022 une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès TERRITORIA MUTUELLE représenté par ALTERNATIVE COURTAGE pour une durée de six (6) ans. Cette convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour se terminer le 31 décembre 2028.

Les collectivités et établissements publics peuvent désormais se rattacher à cette convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Technique, et doivent décider du montant de la participation financière à accorder à chaque agent qui aura adhéré au contrat de prévoyance collective proposé par TERRITORIA MUTUELLE en application de la convention de participation signée avec le CdG 22.

Compte tenu des taux et garanties proposés dans le cadre de ce contrat, il est proposé d'y adhérer. Ces conditions favorables offertes aux agents viendront compléter l'augmentation de la participation employeur décidée au mois de juillet 2022.

Après l'avis du Comité Technique du 15 septembre 2022.

#### **Après en avoir délibéré :**

Le Conseil municipal :

- DECIDE d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion 22 et TERRITORIA MUTUELLE, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2023,
- DECIDE d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance »,
- FIXE le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 20 € bruts par mois, par agent à temps complet, étant précisé que la participation est désormais attachée à la convention participation et ne peut plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés,
- CONFIRME l'inscription au budget des crédits nécessaires au versement de cette participation financière,
- PRECISE que l'article 19-4 du règlement intérieur du personnel est remplacé par les dispositions ci-après,

- AUTORISE Le Maire, ou son représentant, à signer la convention d'adhésion à la convention de participation et tout acte en découlant.

**VOTE : Adopté à l'unanimité**

FAIT ET DELIBERE A LAMBALLE-ARMOR, LESDITS JOUR, MOIS ET AN.

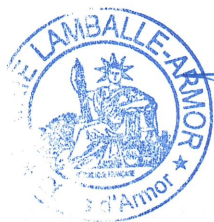
(suivent les signatures)

**POUR EXTRAIT CONFORME,**

A Lamballe-Armor, le **10 OCT. 2022**

Philippe HERCOUET

Maire de Lamballe-Armor



*Handwritten signature in blue ink, likely of Philippe Hercouet, with a horizontal line underneath.*

**Certifié exécutoire, compte tenu :**

**De la transmission en Préfecture le 12 OCT. 2022**

**De la publication le 12 OCT. 2022**

*Pour le Maire,  
Par délégation,*

**Directrice Générale Adjointe des Services  
Anne-Claire GUILLET**

## Nouvelle rédaction de l'article 19-4 du règlement intérieur du personnel

Article 19-4 : participation mutuelle santé et assurance prévoyance

Mutuelle santé :

Les agents peuvent bénéficier d'une participation employeur à la couverture des risques en matière de santé. Le montant de cette participation s'élève à 20 € brut par mois pour un agent à temps complet et au prorata de la durée hebdomadaire de service pour les agents à temps non complet ou à temps partiel.

Pour en activer le versement, vous devez transmettre à la Direction Ressources Humaines une attestation justifiant que votre contrat mutuelle santé figure sur la liste des contrats labellisés au titre de la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents.

Assurance Prévoyance :

Les agents peuvent bénéficier d'une participation employeur à la couverture des risques de perte de salaire en cas de maladie (notamment, passage à demi-traitement après 3 mois d'absence maladie pour les agents titulaires et stagiaires). Le montant de cette participation s'élève à 20€ brut par mois pour un agent à temps complet et au prorata de la durée hebdomadaire de service pour les agents à temps non complet ou à temps partiel.

Jusqu'au 31 décembre 2022, pour en activer le versement, vous devez transmettre à la Direction Ressources Humaines une attestation justifiant que votre contrat mutuelle santé figure sur la liste des contrats labellisés au titre de la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la collectivité adhère à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion 22 et TERRITORIA MUTUELLE. La participation employeur est versée aux agents ayant conclu un contrat de prévoyance dans le cadre de la convention de participation précitée. Elle ne peut plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés.